



# PORTRAIT D'IMPACTS DES MESURES D'AUSTÉRITÉ SUR LES FAMILLES MONTRÉALAISES



# LA FAMILLE CHARTRAND-FLOREZ

LA FAMILLE COMPTE DEUX ADULTES ET DEUX ENFANTS ET  
DISPOSE D'UN REVENU DE 60 000 \$ APRÈS IMPÔTS.

SIMONE A 7 ANS ET  
FRÉQUENTE SON ÉCOLE  
DE QUARTIER. ELLE A DES  
DIFFICULTÉS EN LECTURE  
ET DANS QUELQUES  
MATIÈRES.



SES PARENTS  
SOUPÇONNENT UNE  
DYSLEXIE. AFIN DE MIEUX  
SOUTENIR LEUR FILLE, ILS  
CHERCHENT À AVOIR UN  
DIAGNOSTIC.

AU CLSC DE LEUR  
QUARTIER, L'ATTENTE  
POUR UN RENDEZ-VOUS  
EN ORTHOPHONIE EST  
D'ENVIRON UNE ANNÉE.  
ÉTANT CONSCIENTS  
DE L'URGENCE DE  
LA SITUATION, ILS  
CONSULTENT DANS LE  
PRIVÉ.

LE COÛT DE L'ÉVALUATION  
EST DE PLUS DE 1000 \$, SANS  
COMPTER LES SERVICES DE  
SOUTIEN DONT ELLE AURA  
ÉVENTUELLEMENT BESOIN. ILS  
POURRONT LE PAYER, MAIS ILS  
DEVONT FAIRE UNE CROIX SUR  
LA PETITE ESCAPADE PRÉVUE  
DURANT LES VACANCES D'ÉTÉ.

*Les ressemblances avec des personnes  
que vous connaissez sont malheureusement possibles.*

LUCAS A 3 ANS ET FRÉQUENTE UN CPE .  
PLUS IMPORTANT QUE LA HAUSSE DE TARIF  
DONT LES PARENTS FONT AUSSI LES FRAIS,  
CE SONT LES CONDITIONS DE GARDE QUI SE  
SONT DÉTÉRIORÉES.

ON A COUPÉ DANS L'ENTRETIEN.  
PAR EXEMPLE, LES MATELAS  
NE SONT MAINTENANT LAVÉS  
QUE TOUTES LES DEUX OU TROIS  
SEMAINES.

UN PLUS GRAND  
NOMBRE D'INFECTIONS  
ONT TOUCHÉ LES ENFANTS  
CET HIVER,  
Y A-T-IL UN LIEN?

ON A ÉGALEMENT  
SUPPRIMÉ UN POSTE  
D'ÉDUCATRICE, CE QUI  
FAIT QUE LES RATIOS  
ONT AUGMENTÉ.

CONSÉQUENCE : LES ENFANTS NE  
SORTENT PLUS TOUS LES JOURS  
L'HIVER, CAR LES HABILLER ET LES  
DÉSHABILLER DEMANDE BEAUCOUP TROP  
DE TEMPS AUX ÉDUCATRICES.

JOSE FLOREZ EST TRAVAILLEUR AUTONOME ET ÉTANT DONNÉ UN  
CONTEXTE ÉCONOMIQUE PEU FAVORABLE, IL N'EST PAS CERTAIN DE  
FAIRE LE MEME REVENU DURANT LA PROCHAINE ANNÉE. ENFIN, LA  
HAUSSE SUBSTANTIELLE DU COÛT DU PANIER D'ÉPICERIE  
EXERCE UNE PRESSION SUR LE BUDGET FAMILIAL.

*Cette famille n'en est qu'une parmi des milliers d'autres.  
Des histoires plus ou moins dramatiques qui ne font  
malheureusement pas les manchettes.*

# COUPURES ET IMPACTS

DEPUIS 2014, LE GOUVERNEMENT COUILLARD A PROCÉDÉ À 342 COMPRESSIONS TOTALISANT PLUS DE 4 MILLIARDS \$. REGARDOONS DE PLUS PRÈS LES PRINCIPALES COUPURES QUI TOUCHENT LES FAMILLES :

## ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

- Réduction de 337 millions \$ des budgets
- Abolition d'emplois en enseignement, administration, orthopédagogie et psychoéducation
- Augmentation du nombre d'élèves en classe
- Diminution du nombre de livres achetés
- Suppression de l'aide aux devoirs
- Diminution des services pour les élèves en difficulté
- Augmentation des tarifs de garde scolaires

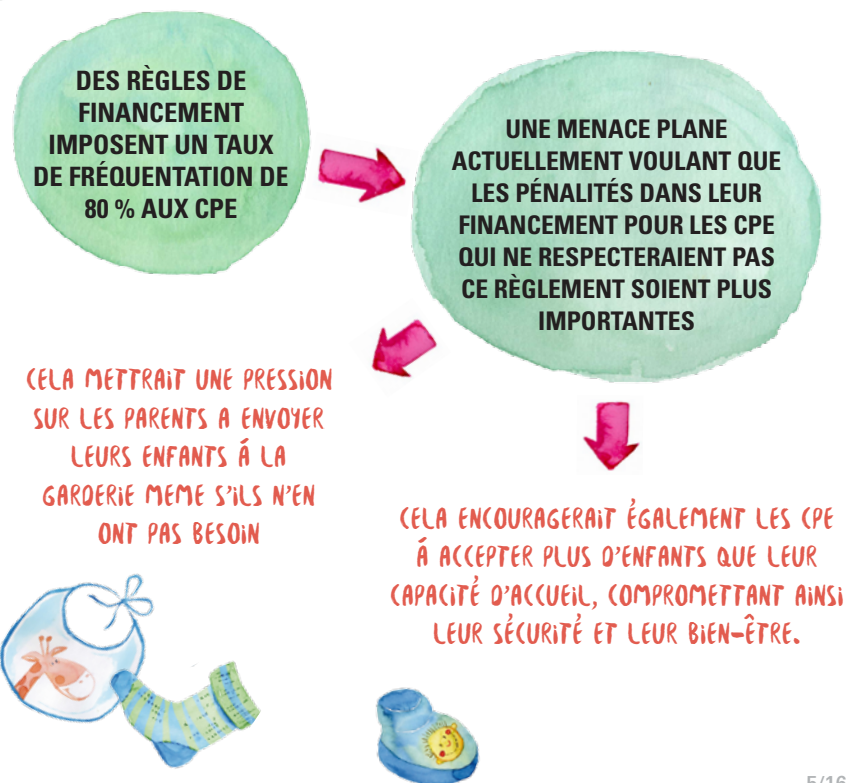
Sans compter qu'à Montréal à des unités préfabriquées de nombreuses écoles sont dans leur cour. Cette solution dans un état lamentable et temporaire dure depuis 2010 que certaines sont aux prises à l'école St-Albert Legrand avec une surpopulation les obligeant à avoir recours dans Rosemont.



## SERVICES DE GARDE

- 200 millions \$ de moins annuellement pour les CPE

Ces compressions les obligent à faire des choix parfois déchirants : coupe dans les heures des éducatrices, les heures d'entretien et/ou dans le coût des repas servis aux enfants. **L'abolition de l'allocation pour les enfants issus de milieux défavorisés fait en sorte que moins de services sont offerts aux enfants présentant des défis particuliers.**



## COUPURES ET IMPACTS

### SERVICES DE GARDE (suite)

S'ajoute à cela une hausse de tarif substantielle des services de garde pour de nombreuses familles.

Les coûts s'élèvent aujourd'hui entre 7,55 \$ par jour et 20,70 \$ selon les revenus.

Par exemple, pour une famille de la classe moyenne cela peut représenter 3000 \$ à rembourser au moment des impôts.

FLAIRANT LA BONNE AFFAIRE, LES CAISSES POPULAIRES DES JARDINS OFFRENT DES PRÊTS PERSONNELS AFIN DE REMBOURSER CES SOMMES.

### SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

- Coupures de 963,4 millions \$
- Beaucoup de compressions auxquelles s'ajoute une réforme des structures du réseau de la santé (fusion des établissements publics de santé et services sociaux)
- Fermetures de lits et de certains établissements
- Fermetures et suppressions de postes : infirmier.ère, travailleur et travailleuse social.e, ergothérapeute, nutritionniste, intervenant.e psychosocial.e, pharmacien. ne

### AIDE SOCIALE

- Les compressions à l'aide sociale sont de l'ordre de 65 millions, sommes principalement économisées par une réforme qui limitera son accessibilité pour les nouveaux demandeurs.



Le projet de loi 70 impose des démarches d'emploi aux nouveaux prestataires, et s'ils refusent, ils pourraient voir leur chèque amputé de moitié. Prenons l'exemple d'une mère monoparentale qui après une rupture se retrouve dans une situation de vulnérabilité. Et bien, elle pourrait être forcée de faire des démarches d'emploi malgré les moments difficiles qu'elle vit. Enfin, rappelons que le nombre de demandeurs à l'aide sociale est en diminution depuis quelques années.

### AUTRES HAUSSES

D'autres hausses de tarifs amputent le budget des familles : coût du billet d'autobus à la STM, frais d'électricité d'Hydro-Québec et le coût du panier d'épicerie.

**Bref, moins de services et un fardeau financier accru pour les familles!**



# LA DETTE QUÉBÉCOISE : MYTHES ET RÉALITÉ

NUL NE PEUT NIER DONC LES IMPACTS RÉELS QUE VIVENT OU VIVRONT LES FAMILLES MONTRÉALAISES SUITE À CETTE VAGUE DE MESURES QUI SÉVIT DEPUIS DEUX ANNÉES DÉJÀ. LA PLUPART DES GENS LES DÉPLORENT, MAIS PLUSIEURS CROIENT À TORT QU'ELLE ÉTAIT INÉVITABLE ÉTANT DONNÉ LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE, MAIS SURTOUT, À CAUSE DE LA DETTE DU QUÉBEC QUE LE GOUVERNEMENT BRANDIT TEL UN ÉPOUVANTAIL. MAIS EST-CE QUE CETTE DETTE EST AUSSI EFFRAYANTE QU'ON LE LAISSE ENTENDRE?

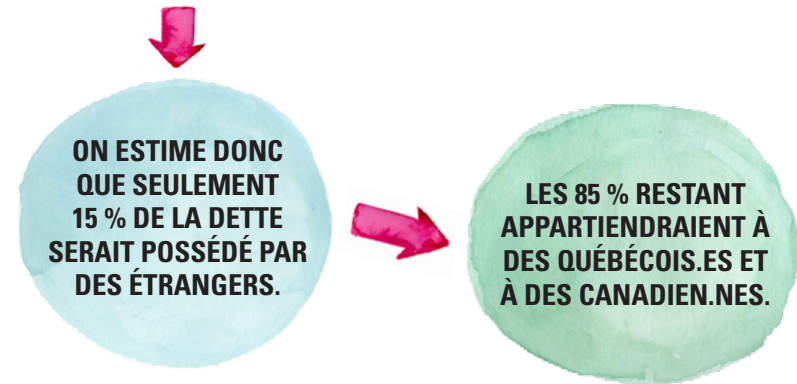
## À QUI DEVONS-NOUS CET ARGENT?

LA DETTE D'UN PAYS PEUT ÊTRE :  
INTÉRIEURE      EXTÉRIEURE

SI ELLE EST INTÉRIEURE, CELA ÉQUIVAUT À DE L'ARGENT QUE L'ON SE DOIT À SOI-MÊME, ET QUI EST LIÉ PAR EXEMPLE AUX CRÉDITS DE TAXES, AUX FOURNISSEURS OU SALAIRES DE FONCTIONNAIRES.

LA DETTE EXTÉRIEURE QUANT À ELLE EST DE L'ARGENT QUE L'ON DOIT À UN AUTRE PAYS OU À UNE ENTREPRISE ÉTRANGÈRE.

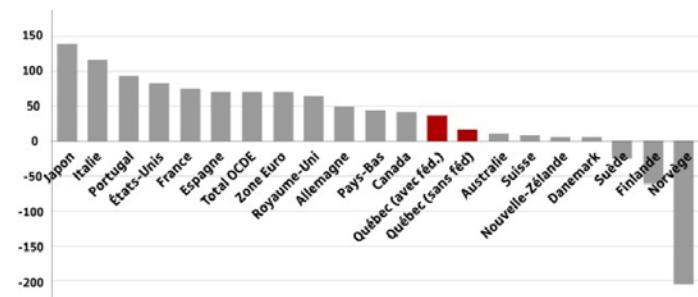
QUÉBEC NE SAIT PAS EXACTEMENT À QUI APPARTIENT SA DETTE. PLUSIEURS ÉCONOMISTES S'ENTENDENT POUR DIRE QUE LE PORTRAIT DOIT ÊTRE SEMBLABLE À CELUI DU CANADA.



Aussi, 30 % de la dette est contrôlé directement par le gouvernement du Québec. Nous n'avons donc pas à craindre que des intérêts étrangers ne viennent saisir notre

avoir collectif. De plus, en dépit de notre dette prétendument catastrophique, le Québec a une bonne cote de crédit et est toujours capable d'emprunter.

QUAND ON LE COMPARE AUX AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS, LE QUÉBEC EST EN MEILLEURE POSTURE QUE LES ÉTATS-UNIS, LA FRANCE, LA GRANDE-BRETAGNE, L'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS, ET CE, MÊME SI NOUS LUI AJOUTONS SA PART DE LA DETTE CANADIENNE.



## LA DETTE QUÉBÉCOISE : MYTHES ET RÉALITÉ (SUITE)

QUELLE PART DE CETTE DETTE EST BONNE,  
QUELLE PART EST MAUVAISE ?

SELON LES ESTIMATIONS DE L'IRIS, LES DEUX  
TIERS DE LA DETTE QUÉBÉCOISE AURAIENT  
ÉTÉ CONTRACTÉS POUR LA CONSTRUCTION  
D'INFRASTRUCTURES TELLES DES ÉCOLES, DES  
ROUTES OU DES HÔPITAUX.

CES INVESTISSEMENTS  
SONT GÉNÉRALEMENT  
CONSIDÉRÉS COMME  
DE LA BONNE DETTE.

L'AUTRE TIERS  
PROVIENDRAIT DE  
DÉPENSES DE PROGRAMMES  
DÉPASSANT LES REVENUS.  
C'EST LA PART QU'ON  
ASSOCIE À LA MAUVAISE  
DETTE.

DONC, NOUS NE LÉGUERONS PAS QUE DES DETTES AUX  
GÉNÉRATIONS FUTURES, MAIS AUSSI TOUT UN HÉRITAGE  
D'INFRASTRUCTURES.

## D'AUTRES SOLUTIONS EXISTENT

IL EST VRAI QUE LES FINANCES PUBLIQUES SUBISSENT CERTAINES  
PRESSIONS DUES AU RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE, AU  
VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION, MAIS AUSSI AU LAISSER-ALLER  
DES DIFFÉRENTS GOUVERNEMENTS QUI SE SONT SUCCÉDÉ DURANT  
LES DERNIÈRES DÉCENNIES PUISQU'ILS SE SONT VOLONTAIREMENT  
PRIVÉS DE REVENUS EN DIMINUANT LES IMPÔTS.

COMMENT FINANCER NOS SERVICES PUBLICS  
ET NOS PROGRAMMES SOCIAUX DANS UN CONTEXTE  
OÙ LES REVENUS SONT DEVENUS INSUFFISANTS ?

LE GOUVERNEMENT PROPOSE DE LES COUPER COMME NOUS  
L'AVONS VU PRÉCÉDEMMENT. POURTANT, D'AUTRES SOLUTIONS  
EXISTENT. ELLES SONT BIEN DOCUMENTÉES, ET RÉALISABLES.  
EN VOICI QUELQUES EXEMPLES :

ÉTABLIR 11 PALIERS D'IMPOSITION

Cela rapporterait 1 milliard \$ de plus  
annuellement à l'État québécois.

En 1988, il y avait 16  
paliers d'imposition  
au Québec. Il n'en  
reste maintenant  
que 4.

Cette réduction a profité davantage  
aux plus riches et a du même coup  
désavantagé les plus pauvres. Par  
exemple, le palier des 100 000 \$ et  
plus est passé de 33 % à 25,75 % et  
le palier du 0 à 41 095 \$ est passé  
de 13 % à 16 %.

## D'AUTRES SOLUTIONS EXISTENT (suite)

### AUGMENTER LE TAUX PROVINCIAL D'IMPOSITION DES ENTREPRISES À 15 %

↓  
Ce taux (actuellement à 11,9 %) rapporterait 1,22 milliard \$ de plus annuellement.

Avant, la part des revenus de l'État provenant des entreprises était supérieure à celles provenant des particuliers.

→ LES PROPORTIONS SONT MAINTENANT INVERSÉES. LES ENTREPRISES PAIENT ACTUELLEMENT MOINS D'IMPÔT AU QUÉBEC QUE DANS LES AUTRES PROVINCES CANADIENNES ET AUX ÉTATS-UNIS.

### AUGMENTER LA CONTRIBUTION FISCALE DES BANQUES

↓  
En rétablissant la taxe sur leur capital, cela rapporterait 600 millions supplémentaire.

Cette taxe a été abolie en 2011 pour que les entreprises investissent dans leurs infrastructures, et améliorent ainsi leur compétitivité.

→ CE RAISONNEMENT EST VALABLE POUR UNE MANUFACTURE, MAIS NE TIENT PAS LA ROUTE POUR UNE BANQUE.

### ADOPTER DES MESURES DE CONTRÔLE DU COÛT DES MÉDICAMENTS

↓  
En instaurant, par exemple, un régime entièrement public d'assurance médicaments. L'instaurer nous permettrait d'augmenter nos revenus (1 milliard \$ de plus par année) et de réduire le coût des médicaments.

Le Québec est le seul état des pays développés ayant un système de santé publique à ne pas avoir un régime entièrement public d'assurance

→ RÉSULTATS : IL EST DÉFICITAIRE ET LE COÛT DE NOS MÉDICAMENTS EST PLUS ÉLEVÉ QU'AILLEURS.

PLUSIEURS AUTRES SOLUTIONS FISCALES SONT PROPOSÉES PAR LA COALITION OPPOSÉE À LA TARIFICATION ET À LA PRIVATISATION DE SERVICES PUBLICS TOTALISANT 10 MILLIARDS DE DOLLARS.

[HTTP://NONAUXHAUSSES.ORG/OUTILS/ALTERNATIVES-FISCALES-JUSTES-ET-EQUITABLES-POUR-LES-FINANCES-PUBLIQUES/](http://NONAUXHAUSSES.ORG/OUTILS/ALTERNATIVES-FISCALES-JUSTES-ET-EQUITABLES-POUR-LES-FINANCES-PUBLIQUES/)



# RÉFÉRENCES



**Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, 10 milliards de solutions, février 2015**

**FAFMRO. Projet de loi 70 : Une atteinte inacceptable aux droits et à la dignité des per-sonnes! Février 2016**

**Nguyen, Minh. Bilan de l'observatoire sur les conséquences des mesures d'austérité 2014-2016. IRIS, mars 2016**

**Posca, Julia. L'austérité : un mauvais choix pour les familles. IRIS, 10 novembre 2015**

**Tremblay-Pepin, Simon. Le Bonhomme Sept Heures. IRIS, 2 décembre 2014**







**WWW.ROCFM.ORG**

**f rocfm.montreal    t rocfmontreal**

